

Linkebeek, Overijse, Roosdaal, Sint-Genesius-Rode, Sint-Pieters-Leeuw, Ternat, Tervuren, Wezembeek-Oppem, Zaventem, Aarschot, Asse, Berlaar, Bierbeek, Bonheiden, Boortmeerbeek, Bornem, Boutersem, Haacht, Halle, Heist-op-den-Berg, Herent, Herselt, Hoegaarden, Hulshout, Kapelle-op-den-Bos, Keerbergen, Leuven, Londerzeel, Mechelen, Merchtem, Opwijk, Putte, Puurs, Rotselaar, Scherpenheuvel-Zichem, Sint-Amands, Sint-Katelijne-Waver, Tienen, Willebroek en Zemst, op voorwaarde dat niet later dan 5 september 2003 voldaan is aan alle voorwaarden opgesomd in afdeling IV van hoofdstuk II van het Besluit.

— de NV ELIA SYSTEM OPERATOR, met zetel te Keizerslaan 20, 1000 Brussel, vanaf 5 september 2002 aan als beheerder van het distributienet van elektriciteit via elektrische leidingen met een spanning van 26 kV of hoger in het gehele grondgebied van het Vlaamse Gewest waarvan zij het eigendoms- of gebruiksrecht heeft, op voorwaarde dat niet later dan 5 september 2003 voldaan is aan alle voorwaarden opgesomd in afdeling IV van hoofdstuk II van het Besluit.

[C – 2002/36242]

### De Vlaamse Reguleringsinstantie voor de Elektriciteits- en Gasmarkt

#### Aankondiging voorgeschreven door artikel 17 van het besluit van de Vlaamse regering van 15 juni 2001 met betrekking tot de leveringsvergunningen voor elektriciteit

Overeenkomstig artikel 17 van het besluit van de Vlaamse regering van 15 juni 2001 met betrekking tot de leveringsvergunningen voor elektriciteit, kondigt de Vlaamse Reguleringsinstantie voor de Elektriciteits- en Gasmarkt hierbij de beslissing tot toekenning van een leveringsvergunning in het Vlaamse Gewest aan, voor de volgende leverancier :

Essent Energie Trading B.V. met maatschappelijke zetel Statenlaan 8, 5223 LA 's-Hertogenbosch, Nederland.



### Departement Leefmilieu en Infrastructuur

[C – 2002/36226]

#### Openbaar onderzoek over de ontwerpen van afbakeningsplan van de Grote Eenheden Natuur en Grote Eenheden Natuur in Ontwikkeling van Vlaanderen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 12 september 2002 moeten in enkele ontwerpen van afbakeningsplan de namen van volgende gemeenten worden toegevoegd :

- in punt 7 (bladzijde 40403) komt tussen « Harelbeke » en « Izegem » telkens het woord « Ingelmunster »;
- in punt 10 (bladzijde 40404) komt voor « Lokeren » telkens het woord « Lochristi »;
- in punt 11 (bladzijde 40404) komen tussen « Deinze » en « Destelbergen » telkens de woorden « De Pinte »;
- in punt 30 (bladzijde 40406) komt tussen de woorden « Neerpelt » en « en Peer » telkens het woord « Overpelt ».

In punt 14 (bladzijde 40404) en punt 19 (bladzijde 40405) moet « Hekelgem » telkens vervangen worden door « Affligem ».

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C – 2002/27854]

#### 8 AOUT 2002. — Circulaire ministérielle relative aux honoraires prévus à l'article 462 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine

##### Article 1<sup>er</sup>. Objet.

La présente circulaire précise la subvention régionale en faveur des personnes morales de droit public, ci-après dénommées « opérateur », prévue aux articles 461 et 462 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine couvrant les frais d'étude, de direction et de surveillance des opérations d'assainissement ou de rénovation au sens de l'article 167, 2°, du Code.

##### Art. 2. Frais d'étude de faisabilité

§ 1<sup>er</sup>. Sur demande de la Région ou moyennant son accord, l'opérateur confie une étude de faisabilité à un ou plusieurs prestataires (architecte, ingénieur civil, géomètre-expert immobilier, urbaniste, économiste ou un bureau d'étude multidisciplinaire) en vue de proposer les options de l'opération d'assainissement ou de rénovation.

Cette étude constitue un marché de service conformément à la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de ses arrêtés d'exécution; elle est préalable à la décision de subvention de l'opération.

§ 2. Cette étude, dont le contenu est déterminé conjointement par la Région et l'opérateur, peut porter notamment sur :

- 1° expertise des bâtiments et ouvrages;
- 2° le relevé des contraintes présentées par le site (présence de constructions anciennes, de fondations, étude des réseaux, contamination du sol et des bâtiments, levés, études relatives à la nature du sol, etc.);
- 3° la mise en évidence des potentialités du site;
- 4° l'étude de l'adéquation des besoins éventuels formulés par l'opérateur avec ces potentialités;
- 5° la présentation d'une esquisse;
- 6° la détermination d'une enveloppe budgétaire sur base de la méthode du coût rapporté à la surface ou au volume.

§ 3. La subvention s'établit comme suit :

- montant fixe de base par opération :	1.000 €;
- par are de terrain : jusque 5 ha	5 €;
au-delà de 5 ha	0,5 €;
- par m <sup>2</sup> de bâti au sol : jusque 5.000 m <sup>2</sup>	1 €;
au-delà de 5.000 m <sup>2</sup>	0,1 €.

§ 4. Le contrat confiant cette étude se limite à celle-ci, à l'exclusion de toute autre prestation. L'intervention du prestataire dans la suite de l'opération est subordonnée à l'accord de la Région.

§ 5. La subvention est liquidée lors de l'accord de la Région sur les résultats de l'étude de faisabilité.

§ 6. Outre ce marché de service, les travaux nécessaires à cette étude (fouilles, déblais, dégagements, sondages, essais de sol, etc.) sont subventionnés selon les taux de subvention en vigueur pour les travaux.

#### Art. 3. Frais d'étude et de direction

§ 1<sup>er</sup>. La subvention couvrant les frais d'étude et de direction est déterminée par classes en fonction de la nature des travaux dont relève principalement le projet ou la phase de projet considérée. Elle est réputée couvrir l'ensemble de la mission précisé dans le contrat, y compris tous les frais directs et indirects.

Les classes sont définies comme suit :

- les nivellements classe 1
- les autres travaux d'assainissement classe 2

Pour mémoire, ces travaux comprennent : les mesures d'urgence, la démolition, la collecte et l'évacuation des déchets, la décontamination du sol, le débroussaillage et le nettoyage des terrains, le drainage et la réparation des ouvrages de collecte des eaux, les réparations, les protections et les stabilisations relatives aux terrains et constructions dégagés, le verdissage et les clôtures.

- les travaux de rénovation en vue d'aménager des halls industriels classe 3
- les travaux de rénovation dans les autres cas classe 4.

§ 2. Le tableau suivant indique les pourcentages permettant d'établir la subvention en fonction de la tranche du coût hors TVA de la phase de projet considérée.

Tranches	classe 1	classe 2	classe 3	classe 4	classe S
sous 30.000 €	7	8	9	11	13
de 30.000 € à 100.000 €	5	6	7	9	11
de 100.000 € à 300.000 €	3,5	4,5	5,5	7,5	9,5
de 300.000 € à 1.000.000 €	2,5	3,5	4,5	6,5	8
de 1.000.000 € à 3.000.000 €	2	3	4	6	7
au-delà de 3.000.000 €	1,5	2,5	3,5	5,5	6

§ 3. La subvention fait l'objet de trois liquidations couvrant :

1° les prestations effectuées lors de l'accord de la Région sur le projet, soit normalement :

- levé (et esquisse) 10 %
- avant-projets 15 %
- plans de projet 10 %

représentant 35 % des honoraires calculés sur base de l'estimation du projet;

2° les prestations effectuées lors de l'accord de la Région sur l'attribution du marché, soit normalement :

- cahier des charges et métré estimatif 15 %
- attribution du marché 10 %

représentant 60 % des honoraires calculés sur base du coût des travaux, déduction faite de la première liquidation;

3° le solde lors de l'accord de la Région sur la réception provisoire, soit normalement :

- détails d'exécution, direction du chantier et vérification des états d'avancement 30 %
- réceptions provisoires et établissement du décompte final 10 %
- réception définitive PM

représentant 100 % des honoraires calculés sur base du décompte final, déduction faite des premières liquidations.

#### Art. 3. Frais d'étude de stabilité

Dans le cas où est menée une étude de stabilité, la subvention est fixée par la classe S du tableau de l'article 3, lequel indique les pourcentages permettant d'établir la subvention en fonction de la tranche du coût hors T.V.A. des travaux soumis à cette étude.

La subvention fait l'objet de trois liquidations, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 3 pour les frais d'étude et de direction.

#### Art. 4. Frais de coordination

Dans le cas où est exercée une coordination pour la mission « projet », la subvention s'établit à un montant fixe de 1.000 € augmenté de 0,3 % du coût des travaux.

La subvention est liquidée lors de l'accord de la Région sur le projet.

Dans le cas où est exercée une coordination pour la mission « réalisation », la subvention s'établit à un montant fixe de 1.000 € augmenté de 0,7 % du coût des travaux.

La subvention est liquidée lors de l'accord de la Région sur la réception provisoire.

#### Art. 5. Frais de surveillance

Dans le cas où est exercée une surveillance journalière, confiée par contrat à un surveillant indépendant, la subvention s'établit à un montant fixe de 4.000 € augmenté de 2 % du coût des travaux.

La subvention est liquidée lors de l'accord de la Région sur l'attribution du marché pour le montant fixe et à chaque état d'avancement à concurrence de 2 % du coût des travaux pour la partie variable.

#### Art. 6. Conditions de la subvention

Dans le cas où la Région ne subventionne qu'une partie du projet, les subventions fixées ci-dessus sont réduites dans la même proportion.

Seules les missions effectuées donnent lieu à subventions.

Les subventions sont liquidées sur base d'une déclaration de créance attestant que la prestation a bien été effectuée et a été à charge de l'opérateur.

Lorsque le prestataire fait partie des services de l'opérateur, l'aide est fixée forfaitairement à la moitié des barèmes établis aux articles 2, 3 et 4.

#### Art. 7. Dispositions abrogatoire et transitoires

La circulaire 92/1 du 2 décembre 1992 relative aux frais d'étude, de direction, de contrôle et de surveillance prévus à l'article 340 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, modifiée le 21 novembre 1995, est abrogée.

La présente circulaire entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Elle est applicable aux opérations pour lesquelles aucune subvention n'a été liquidée sur base de la circulaire 92/1 du 2 décembre 1992 précitée.

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C – 2002/27854]

#### 8. AUGUST 2002 - Ministerielles Rundschreiben über die in Artikel 462 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgesehenen Honorare

##### Artikel 1 - Gegenstand

Das vorliegende Rundschreiben legt den Regionalzuschuss zugunsten der juristischen Personen öffentlichen Rechts, weiter unten «Operatoren» genannt, fest, der in den Artikeln 461 und 462 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgesehen ist, um die Kosten für die Planung, die Leitung und die Überwachung der Sanierungs- bzw. Renovierungsmaßnahmen im Sinne des Artikels 167, 2<sup>o</sup> des Gesetzbuches zu decken.

##### Art. 2 - Kosten für die Machbarkeitsstudie

§ 1. Auf Anfrage der Region oder mit deren Zustimmung beauftragt der Operator einen oder mehrere Leistungserbringer (Architekt, Zivilingenieur, Landmesser-Immobilienexperte, Stadtplaner, Wirtschaftswissenschaftler oder fachübergreifendes Planungsbüro) mit einer Machbarkeitsstudie, um die verschiedenen Möglichkeiten im Hinblick auf die Sanierungs- und Renovierungsmaßnahme vorzustellen.

Diese Studie stellt einen Dienstleistungsauftrag gemäß dem Gesetz vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge und seinen Durchführungserlassen dar. Sie wird vor der Entscheidung über die Bezuschussung der Maßnahme erstellt.

§ 2. Diese Studie, deren Inhalt durch die Region und den Operator gemeinsam bestimmt wird, kann u.a. die folgenden Punkte betreffen:

1° Begutachtung der Gebäude und Bauwerke;

2° Aufstellung der mit dem Standort verbundenen Belastungen (Vorhandensein von älteren Gebäuden, von Grundmauern, Studie der Netzwerke, Kontaminierung des Bodens und der Gebäude, Vermessungen, Studien über die Bodenbeschaffenheit, usw.);

3° das Hervorheben des Potenzials des Standortes;

4° die Studie der Übereinstimmung des von dem Operator formulierten, etwaigen Bedarfs mit diesem Potenzial;

5° das Vorlegen einer Skizze;

6° die Feststellung von Haushaltsmitteln auf der Grundlage der Kosten im Verhältnis zur Fläche oder zum Volumen.

§ 3. Der Zuschuss wird wie folgt festgesetzt:

- Festbetrag pro Vorgang:	1.000 €;
- pro Ar des Geländes: bis 5 ha	5 €;
über 5 ha	0,5 €;
- pro m <sup>2</sup> bebaute Bodenfläche: bis 5.000 m <sup>2</sup>	1 €;
über 5.000 m <sup>2</sup>	0,1 €.

§ 4. Der Vertrag, durch den diese Studie vergeben wird, ist auf Letztere begrenzt, mit Ausnahme jeglicher anderen Dienstleistung. Die Beteiligung des Dienstleistungserbringers am weiteren Vorgang unterliegt der Genehmigung der Region.

§ 5. Der Zuschuss wird ausgezahlt, wenn die Region ihr Einverständnis über die Ergebnisse der Machbarkeitsstudie ausspricht.

§ 6. Außer diesem Dienstleistungsauftrag werden die für diese Studie notwendigen Arbeiten (Grabungen, Erdabtragungen, Sondierungen, Bodenteste, usw.) gemäß den für die Arbeiten geltenden Bezuschussungssätzen bezuschusst.

##### Art. 3 - Kosten für die Studie und die Leitung

§ 1. Der Zuschuss, der die Kosten für die Studie und die Leitung deckt, wird pro Klasse gemäß der Art der Arbeiten, in deren Bereich das Projekt oder die berücksichtigte Phase des Projekts fällt, bestimmt. Es wird angenommen, dass er die Gesamtheit der im Vertrag bestimmten Aufgabe einschließlich aller direkten und indirekten Kosten deckt.

Die Klassen werden wie folgt bestimmt:

- die Nivellierungen	Klasse 1
- die anderen Sanierungsarbeiten	Klasse 2

Es wird daran erinnert, dass die nachstehenden Arbeiten darin einbegriffen sind: die Sofortmaßnahmen, der Abbruch, das Sammeln und die Beseitigung der Abfälle, die Dekontaminierung des Bodens, das Entfernen von Gestrüpp und das Reinigen der Gelände, die Trockenlegung und die Wiederherstellung der Bauwerke zur Sammlung von Wasser, die Wiederherstellungen, Schutzmaßnahmen und Stabilisierungen in Bezug auf freigelegte Gelände und Gebäude, die Grünpflanzungen und Einzäunungen.

- die Renovierungsarbeiten im Hinblick auf die Einrichtung von Industriehallen Klasse 3
- die Renovierungsarbeiten in den anderen Fällen Klasse 4.

§ 2. Die nachstehende Tabelle gibt die Prozentsätze an, die die Festsetzung des Zuschusses gemäß der Tranche der Kosten ohne MWSt. der berücksichtigten Phase des Projekts ermöglichen.

Renovierungsarbeiten

Tranchen	Klasse 1	Klasse 2	Klasse 3	Klasse 4	Klasse S
Unter 30.000 €	7	8	9	11	13
Von 30.000 € bis 100.000 €	5	6	7	9	11
Von 100.000 € bis 300.000 €	3,5	4,5	5,5	7,5	9,5
Von 300.000 € bis 1.000.000 €	2,5	3,5	4,5	6,5	8
Von 1.000.000 € bis 3.000.000 €	2	3	4	6	7
Über 3.000.000 €	1,5	2,5	3,5	5,5	6

§ 3. Der Zuschuss besteht aus drei die nachstehenden Punkte deckenden Auszahlungen:

1° die bei der Genehmigung des Projekts durch die Region erbrachten Dienstleistungen:

- Vermessung (und Skizze) 10%
- Vorprojekte 15%
- Pläne für die Projekte 10%

dies entspricht 35% der auf der Grundlage der Veranschlagung des Vorhabens gerechneten Honorare;

2° die bei der Genehmigung durch die Region der Zuteilung des Auftrags erbrachten Dienstleistungen, d. h. normalerweise:

- Lastenheft und Schätzungsaufmaß 15%
- Zuteilung des Auftrags 10%

dies entspricht 60% der auf der Grundlage der Kosten der Arbeiten nach Abzug der ersten Auszahlung gerechneten Honorare,

3° der Saldo bei der Genehmigung der vorläufigen Abnahme durch die Region, d.h. normalerweise:

- Ausführungseinzelheiten, Leitung der Baustelle und Überprüfung des Standes der Arbeiten 30%
- vorläufige Abnahmen und Erstellung der Endabrechnung 10%
- endgültige Abnahme indikativ

dies entspricht 100% der auf der Grundlage der Endabrechnung nach Abzug der ersten Auszahlungen gerechneten Honorare.

#### Art. 4 - Kosten für die Standsicherheitsstudie

Falls eine Standsicherheitsstudie vorgenommen wird, wird der Zuschuss gemäß der Klasse S der Tabelle von Artikel 3 festgesetzt, in der die Prozentsätze angegeben werden, die die Festsetzung des Zuschusses gemäß der Tranche der Kosten ohne MWSt. der dieser Studie unterliegenden Arbeiten ermöglicht.

Der Zuschuss ist Gegenstand von drei Auszahlungen, dies unter den gleichen Bedingungen wie in Artikel 3 für die Kosten für die Studie und die Leitung vorgesehen.

#### Art. 5 - Koordinierungskosten

Falls eine Koordinierung für die Aufgabe «Projekt» stattfindet, wird der Zuschuss auf einen Festbetrag von 1.000 € zuzüglich 0,3% der Kosten der Arbeiten festgesetzt.

Der Zuschuss wird ausgezahlt, nachdem die Region ihre Genehmigung über das Projekt erteilt hat.

Falls eine Koordinierung für die Aufgabe «Durchführung» stattfindet, wird der Zuschuss auf einen Festbetrag von 1.000 € zuzüglich 0,7% der Kosten der Arbeiten festgesetzt.

Der Zuschuss wird ausgezahlt, nachdem die Region ihre Genehmigung über die vorläufige Abnahme erteilt hat.

#### Art. 6 - Kosten für die Überwachung

Falls eine tägliche Überwachung, mit der ein unabhängiger Aufseher vertraglich beauftragt ist, stattfindet, wird der Zuschuss auf einen Festbetrag von 4.000 € zuzüglich 2% der Kosten der Arbeiten festgesetzt.

Was den Festbetrag betrifft, wird der Zuschuss ausgezahlt, nachdem die Region ihre Genehmigung über die Zuteilung des Auftrags erteilt hat, und bei jeder erreichten Baustufe in Höhe von 2% der Kosten der Arbeiten, was den veränderlichen Teil betrifft.

#### Art. 7 - Bedingungen für den Zuschuss

Falls die Region nur einen Teil des Projekts bezuschusst, werden die oben festgesetzten Zuschüsse im gleichen Verhältnis reduziert.

Nur die tatsächlich durchgeführten Aufgaben geben Anlass zu Zuschüssen.

Die Zuschüsse werden auf der Grundlage einer Forderungsanmeldung ausgezahlt, in der bescheinigt wird, dass die Dienstleistung tatsächlich erbracht worden und zu Lasten des Operators erfolgt ist.

Gehört der Dienstleistungserbringer den Dienststellen des Operators an, wird die Beihilfe pauschal auf die Hälfte der in den Artikeln 2, 3 und 4 festgesetzten Sätze festgesetzt.

**Art. 8 - Aufhebungs- und Übergangsbestimmungen**

Das Rundschreiben 92/1 über die in Artikel 340 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgesehenen Studien-, Leitungs-, Kontrolle- und Überwachungskosten, abgeändert am 21. November 1995, wird aufgehoben.

Das vorliegende Rundschreiben tritt am 1. Januar 2002 in Kraft.

Es findet Anwendung auf die Maßnahmen, für welche kein Zuschuss auf der Grundlage des vorerwähnten Rundschreibens 92/1 vom 2. Dezember 1992 ausbezahlt worden ist.

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 2002/27854]

**8 AUGUSTUS 2002. — Ministeriële omzendbrief omtrent de erelonen bedoeld in artikel 462 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium****Artikel 1. Doel**

Deze omzendbrief bepaalt de gewestelijke subsidie voor de publiekrechtelijke rechtspersonen, hierna "operator" genoemd, zoals bedoeld in de artikelen 461 en 462 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, ter dekking van de studie-, leidings- en toezichtskosten van de sanerings- of vernieuwingsoperaties krachtens artikel 167, 2°, van het wetboek.

**Art. 2. Kosten van de haalbaarheidsstudie**

§ 1. Op verzoek van het Gewest of met instemming hiervan vraagt de operator één of verscheidene dienstverleners (architect, burgerlijk ingenieur, landmeter-expert, architect-urbanist, econoom of een multidisciplinair studiebureau) een haalbaarheidsstudie door te voeren om de opties voor de sanerings- of vernieuwingsoperatie voor te stellen.

Deze studie vormt een opdracht voor de aanneming van diensten overeenkomstig de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de uitvoeringsbesluiten. Ze wordt vóór de beslissing omtrent de voor de operatie toegekende subsidie verricht.

§ 2. Deze studie waarvan de inhoud gezamenlijk door het Gewest en de operator wordt bepaald betreft o.m. :

- 1° de expertise van gebouwen en werken;
- 2° het overzicht van de verplichtingen ter plaatse (oude bouwwerken, funderingen, onderzoek van de netwerken, besmetting van de bodem en van de gebouwen, opmetingen, studies over de aard van de bodem, enz...)
- 3° de nadruk op de mogelijkheden van de site;
- 4° het onderzoek naar de adequatie tussen de door de operator geformuleerde behoeften en deze mogelijkheden;
- 5° het voorstellen van een schets;
- 6° het vaststellen van een financiële ruimte op grond van de kostenmethode naar verhouding tot de oppervlakte of het volume.

§ 3. De subsidie wordt bepaald als volgt :

— vast basisbedrag per operatie :	1000 €
— per are grond : tot 5 ha :	5 €
— meer dan 5 ha :	0,5 €
— per m <sup>2</sup> bebouwd stuk grond :	1 €
— meer dan 5000 m <sup>2</sup> :	0,1 €

§ 4. Het contract waarbij de uitvoering van deze studie wordt opgedragen is beperkt tot de studie, met uitzondering van iedere andere prestatie. Voor het verdere optreden van de dienstverlener is de instemming van het Gewest nodig.

§ 5. De subsidie wordt uitbetaald na de instemming van het Gewest met de resultaten van de haalbaarheidsstudie.

§ 6. Naast deze opdracht voor de aanneming van diensten komen de voor deze studie nodige werken (opgravingen, graafwerken, vrijmakingen, grondboringen, grondonderzoeken, enz...) in aanmerking voor subsidies op grond van de voor de werken geldende subsidiepercentages.

**Art. 3. Studie en leidingskosten**

§ 1. De subsidie die de studie- en leidingskosten dekt wordt per categorie bepaald op grond van de aard van de werken waartoe het bedoelde ontwerp of de bedoelde ontwerpfasen hoofdzakelijk behoort. Ze wordt geacht de gehele in het contract omschreven opdracht te dekken, met inbegrip van alle rechtstreekse en onrechtstreekse kosten.

De categorieën zijn vastgesteld als volgt :

- |                          |             |
|--------------------------|-------------|
| - vlakmaken              | categorie 1 |
| - andere saneringswerken | categorie 2 |

Ter nadere informatie omvatten deze werken : dringende maatregelen, sloopwerken, afvalophaling en -verwijdering, bodemontmetting, opruimen van struikgewas en grondreiniging, ontwatering en herstelling van de bouwwerken voor de opvang van water, herstellingen, bescherming en stabilisatie voor vrijgemaakte gronden en bouwwerken, begroening en hekken.

- |  |             |
|--|-------------|
| - renovatiewerken om industriehallen in te richten | categorie 3 |
| - renovatiewerken in andere gevallen               | categorie 4 |

§ 2. In volgende tabel worden de percentages aangegeven waarbij de subsidie vastgesteld kan worden op grond van de tranche van de kosten (excl. BTW) van de betrokken ontwerpfase.

Tranches	Categorie 1	Categorie 2	Categorie 3	Categorie 4	Categorie S
minder dan 30.000 €	7	8	9	11	13
van 30.000 € tot 100.000 €	5	6	7	9	11
van 100.000 € tot 300.000 €	3,5	4,5	5,5	7,5	9,5
van 300.000 € tot 1.000.000 €	2,5	3,5	4,5	6,5	8
van 1.000.000 € tot 3.000.000 €	2	3	4	6	7
meer dan 3.000.000 €	1,5	2,5	3,5	5,5	6

§ 3. De subsidie maakt het voorwerp uit van drie uitbetalingen ter dekking van :

1° de prestaties die verricht zijn na de instemming van het Gewest met het ontwerp, normaliter :

- opmeting (en schets) 10 %
- voorontwerpen 15 %
- ontwerpplannen 10 %

die 35 % bedragen van de op grond van de schatting van het ontwerp berekende erelonen;

2° de prestaties die verricht zijn na de instemming van het Gewest met de gunning van de opdracht, normaliter :

- bestek en opmeting-begroting 15 %
- gunning van de opdracht 10 %

die 60 % bedragen van de erelonen berekend op grond van de kosten van de werken, met aftrek van de eerste uitbetaling;

3° het saldo na de instemming van het Gewest met de voorlopige oplevering, normaliter :

- details van uitvoering, leiding van de werken en toezicht van de vorderingsstaat 30 %
- voorlopige opleveringen en vaststelling van de eindafrekening 10 %
- definitieve oplevering PM

die 100 % bedragen van de erelonen berekend op grond van de eindafrekening, met aftrek van de eerste uitbetalingen.

#### Art. 4. Kosten van de stabiliteitsstudie

Indien een stabiliteitsstudie doorgevoerd wordt, behoort de subsidie tot de categorie S van de tabel in artikel 3, waarin de percentages worden aangegeven voor de vaststelling van de subsidie op grond van de tranche van de kosten (excl. BTW) van de werken waarop deze studie betrekking heeft.

De subsidie maakt het voorwerp uit van drie uitbetalingen onder dezelfde voorwaarden als die in artikel 3 voor de studie- en leidingkosten.

#### Art. 5. Coördinatiekosten

Indien een coördinatie voor de taak "ontwerp" wordt verricht, is de subsidie vastgesteld op een vast bedrag van 1000 €, verhoogd met 0,3 % van de kosten van de werken.

De subsidie wordt uitbetaald na de instemming van het Gewest met het ontwerp.

Indien een coördinatie voor de taak "verwezenlijking" wordt verricht, is de subsidie vastgesteld op een vast bedrag van 1000 €, verhoogd met 0,7 % van de kosten van de werken.

De subsidie wordt uitbetaald na de instemming van het Gewest met de voorlopige oplevering.

#### Art. 6. Toezichtskosten

In geval van dagelijks toezicht dat bij overeenkomst aan een zelfstandige bewaker wordt toevertrouwd, is de subsidie vastgesteld op een vast bedrag van 4000 €, verhoogd met 2 % van de kosten van de werken.

De subsidie wordt uitbetaald na de instemming van het Gewest met de gunning van de opdracht voor het vaste bedrag en bij iedere vorderingsstaat ten belope van 2 % van de kosten van de werken voor het variabele gedeelte.

#### Art. 7. Voorwaarden voor de toekenning van de subsidie

Indien het Gewest slechts één gedeelte van het ontwerp subsidieert, worden de hierboven vastgestelde subsidies in gelijke mate verminderd.

Alleen vervulde taken geven aanleiding tot een subsidie.

De subsidies worden uitbetaald op voorlegging van een aangifte van schuldvordering waarbij bevestigd wordt dat de prestatie effectief verricht is en ten laste valt van de operator.

Indien de dienstverlener tot de diensten van de operator behoort, wordt de steun forfaitair vastgesteld op de helft van de in de artikelen 2, 3 en 4 bepaalde barema's.

#### Art. 8. Opheffings- en overgangsbepalingen

De omzendbrief 92/1 van 2 december 1992 betreffende de in artikel 340 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium bepaalde studie-, leidings-, controle- en toezichtskosten, gewijzigd op 21 november 1995, wordt opgeheven.

Deze omzendbrief treedt in werking op 1 januari 2002.

Hij is van toepassing op de operaties waarvoor geen subsidie overeenkomstig bovenvermelde omzendbrief 92/1 van 2 december 1992 werd uitbetaald.